

Art. 5. Pour être pris en considération pour une première nomination au grade de contrôleur, le candidat doit, à BELGACOM, être titulaire du grade de contrôleur radio-redevances principal, de premier contrôleur radio-redevances, de contrôleur radio-redevances.

Art. 6. Pour être pris en considération pour une première nomination au grade de correspondant, le candidat doit :

1° soit être titulaire, à BELGACOM, d'un des grades suivants :

- a) correspondant principal;
- b) correspondant-comptable principal;
- c) premier correspondant;
- d) premier correspondant-comptable;
- e) correspondant;
- f) correspondant-comptable.

2° soit être titulaire, à LA POSTE, d'un grade du rang 21, 22 ou 23 et exercer une fonction administrative;

3° soit être titulaire, au Ministère des Affaires économiques ou au Ministère des Communications et de l'Infrastructure, d'un des grades suivants :

- a) sous-chef de bureau;
- b) secrétaire de direction principal;
- c) secrétaire de direction;
- d) rédacteur.

Art. 7. Pour être pris en considération pour une première nomination au grade de technicien, le candidat doit, à BELGACOM, être titulaire du grade de technicien spécialiste en radio-électricité principal, premier technicien spécialiste en radio-électricité ou technicien spécialiste en radio-électricité.

Art. 8. Pour être pris en considération pour une première nomination au grade de correspondant adjoint, le candidat doit être titulaire d'un grade de niveau 3 et exercer une fonction administrative.

Art. 9. Pour être pris en considération pour une première nomination au grade de chauffeur-mécanicien, le candidat doit, à BELGACOM, être titulaire du grade de mécanicien-spécialiste de garage principal, de premier mécanicien-spécialiste de garage, de mécanicien-spécialiste de garage.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 11. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 mars 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Communications et des Entreprises publiques,
G. COËME

Art. 5. Om in aanmerking te komen voor een eerste benoeming tot de graad van controleur moet de kandidaat bij BELGACOM bekleed zijn met de graad van eerstaanwendend controleur van radiotaksen, eerste controleur van radiotaksen of controleur van radiotaksen.

Art. 6. Om in aanmerking te komen voor een eerste benoeming tot de graad van correspondent moet de kandidaat :

1° ofwel bij BELGACOM bekleed zijn met een van de volgende graden :

- a) eerstaanwendend correspondent;
- b) eerstaanwendend correspondent-rekenplichtige;
- c) eerste correspondent;
- d) eerste correspondent-rekenplichtige;
- e) correspondent;
- f) correspondent-rekenplichtige.

2° ofwel bij DE POST bekleed zijn met een graad van rang 21, 22 of 23 behorend tot het administratief kader;

3° ofwel bij het Ministerie van Economische Zaken of het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur bekleed zijn met één van de volgende graden :

- a) onderbureauchef;
- b) eerstaanwendend directiesecretaris;
- c) directiesecretaris;
- d) opsteller.

Art. 7. Om in aanmerking te komen voor een eerste benoeming tot een graad van technicien moet de kandidaat bij BELGACOM bekleed zijn met de graad van eerstaanwendend technicien-specialist in radio, eerste technicien-specialist in radio of technicien-specialist in radio.

Art. 8. Om in aanmerking te komen voor een eerste benoeming tot de graad van adjunct-correspondent moet de kandidaat bekleed zijn met een graad van niveau 3 en een bestuurlijk ambt uitoefenen.

Art. 9. Om in aanmerking te komen voor eerste benoeming tot de graad van autobestuurder-mechanicien moet de kandidaat bij BELGACOM bekleed zijn met de graad van eerstaanwendend garagemechanicus-specialist, eerste garagemechanicus-specialist of garagemechanicus-specialist.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 11. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 maart 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,
G. COËME

N. 93 — 1012

18 MARS 1993. — Arrêté royal portant statut pécuniaire du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1er, modifié par l'arrêté royal n° 4 du 18 avril 1967;

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment les articles 71 et 73;

Vu le protocole du Comité de secteur VIII du 30 octobre 1991 et du 11 mars 1993;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 11 février 1993;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 11 février 1993;

F. 93 — 1012

18 MAART 1993. — Koninklijk besluit houdende bezoldigingsregeling van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 18 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 4 van 18 april 1967;

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op de artikelen 71 en 73;

Gelet op het protocol van het Sectorcomité VIII van 30 oktober 1991 en van 11 maart 1993;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 11 februari 1993;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 11 februari 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Les traitements du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications sont fixés par des échelles comprenant :

- 1° un traitement minimum;
- 2° des traitements dénommés « échelons », résultant, des augmentations intercalaires;
- 3° un traitement maximum.

Les traitements et les augmentations intercalaires sont exprimés en un nombre d'unités monétaires correspondant à leur montant annuel.

Le traitement n'est jamais inférieur au minimum vital.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° « l'institut » : l'Institut belge des services postaux et des télécommunications;
- 2° « le ministre » : le ministre qui a les postes et les télécommunications dans ses attributions;
- 3° « service de l'Etat » : tout service relevant du pouvoir législatif, du pouvoir exécutif ou du pouvoir judiciaire et non constitué en personne juridique;
- 4° « service d'Afrique » : tout service qui relevait du gouvernement du Congo belge ou du gouvernement du Ruanda-Urundi et n'était pas constitué en personne juridique;
- 5° « services publics autres que les services de l'Etat et les services d'Afrique » :
 - a) tout service relevant du pouvoir exécutif et constitué en personne juridique;
 - b) tout service qui relevait du gouvernement du Congo belge ou du gouvernement du Ruanda-Urundi et était constitué en personne juridique;
 - c) tout service relevant d'une province, d'une commune, d'une association de communes, d'une agglomération ou d'une fédération de communes, ainsi que tout service relevant d'un établissement subordonné à une province ou à une commune;
 - d) toute autre institution de droit belge, qui répond à des besoins collectifs, d'intérêt général ou local et dans la création ou la direction particulière de laquelle se constate la prépondérance de l'autorité publique, ainsi que toute autre institution de droit colonial qui répondait aux mêmes conditions.

CHAPITRE II. — Régime organique

Section Ire

De la fixation des échelles de traitements

Art. 3. Sauf disposition contraire, les échelles de traitements de chaque grade visé par le présent arrêté ainsi que leurs conditions d'octroi sont fixées par Nous sur proposition du ministre.

Les échelles sont fixées au tableau en annexe.

Lorsqu'un grade comporte plusieurs échelles, elles sont distinguées l'une de l'autre par les chiffres I, II, III, IV, placés devant leur indice. Celui-ci est fixé selon les règles visées à l'article 4.

Art. 4. § 1er. Toute échelle relève de l'un des trois niveaux désignés par les chiffres 1, 2 et 3 et de l'un des deux groupes désignés par les lettres A et B.

Le premier chiffre du numéro de l'échelle en désigne le niveau. Les deux premiers chiffres du numéro désignent le rang ou des grades auxquels elle est attachée. La place de l'échelle par rapport aux autres échelles attachées à un même grade ou à des grades équivalents est indiquée par une lettre s'ajoutant aux deux chiffres.

§ 2. Les échelles des niveaux 3 et 2 appartiennent au groupe A. Les échelles du niveau 1 appartiennent au groupe B.

Art. 5. Sauf disposition contraire, toute échelle est rangée dans l'une des classes dites « 18, 20, 23 ou 24 ans », selon les critères suivants :

- 1° les échelles qui relèvent du niveau 3 appartiennent à la classe « 18 ans »;
- 2° les échelles qui relèvent du niveau 2 appartiennent à la classe « 20 ans », à l'exception des échelles 24/a, 24/b, 24/c et 24/d, qui appartiennent à la classe « 23 ans » lorsqu'elles sont attribuées à des agents nommés à leur grade par voie de recrutement;
- 3° les échelles qui relèvent du niveau 1 appartiennent à la classe « 24 ans ».

Gelet op het advies van de Raad van State;
Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. De wedden van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie worden vastgesteld in weddeschalen bestaande uit :

- 1° een minimumwedde;
- 2° zogenaamde « weddetrappen » die het resultaat zijn van de tussentijdse verhogingen;
- 3° een maximumwedde.

Wedden en tussentijdse verhogingen worden uitgedrukt in een aantal munteenheden, dat met hun jaarbedrag overeenstemt.

De wedde ligt nooit beneden het bestaansminimum.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° « het instituut » : het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie;
- 2° « de minister » : de minister tot wiens bevoegdheid de posten en de telecommunicatie behoren;
- 3° « diensten van de Staat » : elke dienst zonder rechtspersoonlijkheid die ressorteert onder de wetgevende macht, de uitvoerende macht of de rechterlijke macht;
- 4° « diensten van Afrika » : elke dienst zonder rechtspersoonlijkheid die ressorteert onder het gouvernement van Belgisch-Kongo of van het gouvernement Ruanda-Urundi;
- 5° « openbare diensten andere dan de diensten van de Staat en diensten van Afrika » :
 - a) elke dienst met rechtspersoonlijkheid die ressorteert onder de uitvoerende macht;
 - b) elke dienst met rechtspersoonlijkheid die ressorteert onder het gouvernement van Belgisch-Kongo, of van het gouvernement Ruanda-Urundi;
 - c) elke dienst die ressorteert onder een provincie, een gemeente, een vereniging van gemeenten, een agglomeratie of een federatie van gemeenten alsook elke dienst die afhangt van een aan een provincie of gemeente ondergeschikte instelling;
 - d) elke andere instelling naar Belgisch recht, die voldoet aan collectieve behoeften van lokaal of algemeen belang, en aan welke oprichting of bijzondere leiding de openbare overheid klaarlijk een overwegend aandeel heeft, alsook elke andere instelling naar koloniaal recht die beantwoordde aan dezelfde voorwaarden.

HOOFDSTUK II. — Organieke regeling

Afdeling 1

Vaststelling van de weddeschalen

Art. 3. Behoudens andersluidende bepaling, worden de weddeschalen van iedere graad bedoeld bij dit besluit alsmede de toekenningsvoorwaarden door Ons vastgesteld op voorstel van de minister.

De schalen worden vastgesteld in de bijgaande tabel.

Indien een graad meerdere schalen omvat, worden ze van elkaar onderscheiden door de cijfers I, II, III, IV, geplaatst voor het nummer van de weddeschaal. Dat nummer wordt vastgesteld volgens de in artikel 4 bepaalde regels.

Art. 4. § 1. Elke schaal behoort tot één van de drie niveaus, aangeduid met de cijfers 1, 2 en 3 en één van de twee groepen aangeduid met de letters A en B.

Het eerste cijfer van het nummer van de schaal duidt het niveau aan. De eerste twee cijfers van het getal duiden de rang van de graad of graden aan waaraan ze is verbonden. De plaats van de schaal ten opzichte van de andere schalen verbonden aan eenzelfde graad of aan gelijkwaardige graden wordt aangeduid door een letter, gevoegd bij de twee cijfers.

§ 2. De schalen van de niveaus 3 en 2 behoren tot groep A. De schalen van niveau 1 behoren tot groep B.

Art. 5. Behoudens andersluidende bepaling wordt elke schaal ingedeeld in een van de klassen genaamd « 18, 20, 23 of 24 jaar » volgens onderstaande criteria :

- 1° de schalen van niveau 3 behoren tot de klasse « 18 jaar »;
- 2° de schalen van niveau 2 behoren tot de klasse « 20 jaar » uitgezonderd de schalen 24/a, 24/b, 24/c en 24/d, die tot de klasse « 23 jaar » behoren indien zij worden toegekend aan ambtenaren die in hun graad werden benoemd bij wege van werving;
- 3° de schalen van niveau 1 behoren tot de klasse « 24 jaar ».

Section 2. — De la fixation du traitement

A. Dispositions générales.

Art. 6. A chaque modification du statut pécuniaire d'un grade, tout traitement établi compte tenu de ce grade, est à nouveau fixé comme si le nouveau statut pécuniaire avait existé de tout temps.

Si le traitement ainsi fixé est inférieur à celui dont l'agent bénéficiait dans son grade à l'entrée en vigueur de l'arrêté modificatif, le traitement le plus élevé lui est maintenu jusqu'à ce qu'il obtienne dans ce grade, un traitement au moins égal.

Art. 7. Pour la détermination de l'âge de l'agent en vue de la fixation de son traitement, l'anniversaire de la naissance qui tombe à une date autre que le premier du mois est toujours reporté au premier du mois suivant.

B. De la détermination de l'échelle de traitements.

Art. 8. Sauf disposition contraire, le traitement de tout agent est fixé dans l'échelle de son grade. Un complément de traitement est attribué aux agents revêtus d'un mandat conformément à l'article 10 de l'arrêté royal du 18 mars 1993 fixant le statut du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

Art. 9. Le traitement minimum est destiné à l'agent ayant atteint l'âge de 18, 20, 23 ou 24 ans, selon que son échelle relève de la classe « 18, 20, 23 ou 24 ans ».

C. Des services admissibles.

Art. 10. Sauf disposition contraire, sont seuls admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires les services effectifs que l'agent a accomplis à partir de l'âge de 18, 20, 23 ou 24 ans, selon la classe de son échelle, en faisant partie :

1° de l'institut, des services de l'Etat, des services d'Afrique ou des autres services publics, soit comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction rémunérée et comportant des prestations complètes, soit comme militaire de carrière;

2° des établissements d'enseignement libérés subventionnés, comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction rémunérée par une subvention-traitement et comportant des prestations complètes;

3° des établissements d'enseignement des Communautés, comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction rémunérée et comportant des prestations complètes;

4° des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction rémunérée par une subvention-traitement et comportant des prestations complètes.

Art. 11. Pour l'application de l'article 10 :

1° l'agent est réputé accomplir des services effectifs tant qu'il se trouve dans une position administrative qui lui vaut son traitement d'activité ou, à défaut, la conservation de ses titres à l'avancement de traitement;

2° sont complètes les prestations dont l'horaire est tel qu'elles absorbent totalement une activité professionnelle normale;

3° sont réputés militaires de carrière :

a) les officiers de carrière, les officiers de complément et les officiers auxiliaires;

b) les officiers de réserve accomplissant des prestations volontaires à l'exclusion des prestations d'entraînement;

c) les sous-officiers de carrière, les sous-officiers temporaires et les sous-officiers de complément;

d) les militaires au-dessous du rang d'officier qui servent à la faveur d'un engagement ou rengagement;

e) les aumôniers des cadres actifs et les aumôniers de réserve maintenus en service en temps de paix pour constituer le cadre temporaire du service de l'aumônerie.

Art. 12. Pour toute période durant laquelle l'agent a conservé ou perdu ses titres à l'avancement de traitement dans un grade, les services qu'il aurait accomplis à un autre titre n'entrent pas en compte pour la fixation de son traitement dans ce grade et dans tout grade ultérieur qui s'y rattache en raison de l'enchaînement statutaire des grades successifs de l'agent.

Art. 13. Les services admissibles se comptent par mois du calendrier; ceux qui ne couvrent pas tout le mois sont négligés.

Toutefois, la durée des services admissibles qui l'agent a accomplis à titre intérimaire ou temporaire dans l'enseignement est fixée par le ministre sur la base de l'attestation délivrée par les autorités compétentes.

Afdeling 2. — Vaststelling van de wedde

A. Algemene bepalingen.

Art. 6. Bij iedere wijziging in de bezoldigingsregeling van een graad wordt elke wedde, die werd vastgesteld met inachtneming van die graad, opnieuw vastgesteld alsof de nieuwe bezoldigingsregeling altijd had bestaan.

Indien de aldus opnieuw vastgestelde wedde lager is dan de wedde welke het personeelslid in zijn graad genoot bij de inwerkingtreding van het wijzigingsbesluit, blijft het in die graad de hoogste wedde genieten totdat het een ten minste gelijke wedde bekomt.

Art. 7. Voor het bepalen van de leeftijd van het personeelslid, met het oog op de vaststelling van zijn wedde, wordt de verjaardag, die niet op de eerste van een maand valt, steeds verschoven naar de eerste van de volgende maand.

B. Vaststelling van de weddeschalen.

Art. 8. Behoudens andersluidende verordenende bepalingen wordt de wedde van elk personeelslid vastgesteld in de schaal verbonden aan zijn graad. Aan de ambtenaren bekleed met een mandaat overeenkomstig artikel 10 van het koninklijk besluit van 18 maart 1993 tot vaststelling van het statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie wordt een wedde-complement toegekend.

Art. 9. De minimumwedde geldt voor het personeelslid dat 18, 20, 23 of 24 jaar oud is en wiens schaal tot de klasse « 18, 20, 23 of 24 jaar » behoort.

C. In aanmerking komende diensten.

Art. 10. Behoudens andersluidende bepaling komen voor de toekenning van de tussentijdse verhogingen alleen in aanmerking, de werkelijke diensten welke het personeelslid, met ingang van zijn 18e, 20e, 23e of 24e jaar, naargelang van de klasse van zijn schaal, heeft verricht terwijl het behoorde :

1° tot het instituut, de diensten van de Staat, de diensten van Afrika of de andere openbare diensten, hetzij als burgerlijk of geestelijk titularis van een bezoldigd ambt met volledige prestaties, hetzij als beroepsmilitair;

2° tot de gesubsidieerde vrije onderwijsinrichtingen als burgerlijk of geestelijk titularis van een door middel van een weddetoelage bezoldigd ambt met volledige prestaties;

3° tot de onderwijsinstellingen van de Gemeenschappen, als burgerlijk of geestelijk titularis van een bezoldigd ambt met volledige prestaties;

4° tot de vrije gesubsidieerde diensten voor school- en beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra, als burgerlijk of geestelijk titularis van een door middel van een weddetoelage bezoldigd ambt met volledige prestaties.

Art. 11. Voor de toepassing van artikel 10 :

1° wordt het personeelslid geacht werkelijke diensten te verrichten, zolang het zich bevindt in een administratieve stand op grond waarvan het zijn activiteitswedde of, bij gemis daarvan, zijn aanspraak op bevordering tot een hogere wedde behoudt;

2° zijn volledig, de prestaties waarvan de uurregeling een normale beroepsactiviteit volledig in beslag neemt;

3° worden als beroepsmilitair beschouwd :

a) de beroepsofficieren, de toegevoegde officieren en de hulpofficieren;

b) de reserveofficieren die vrijwillige prestaties verrichten, met uitsluiting van oefeningsprestaties;

c) de beroepsonderofficieren, de tijdelijke onderofficieren en de toegevoegde onderofficieren;

d) de militairen met een lagere graad dan die van officier, die dienen op grond van een dienstneming of van een wederdienstneming;

e) de aalmoezeniers van het actieve kader en de reserveaalmoezeniers, die in vreedstijd in dienst worden gehouden om het tijdelijk kader van de aalmoezeniersdienst te vormen.

Art. 12. Voor elke periode waarin het personeelslid zijn aanspraken op bevordering tot een hogere wedde in een graad heeft behouden of verloren, worden de diensten welke het in een andere functie mocht hebben verricht niet meegeteld bij de vaststelling van zijn wedde in die graad en in enige latere graad welke met deze laatste verband houdt ingevolge de statutaire samenhang van de opeenvolgende graden van het personeelslid.

Art. 13. De in aanmerking komende diensten worden berekend per kalendermaand; die welke geen volle maand bedragen worden niet meegeteld.

De duur van de in aanmerking komende diensten welke het personeelslid in het onderwijs ad interim of als tijdelijke heeft verricht, wordt echter door de minister vastgesteld aan de hand van het attest afgegeven door de bevoegde autoriteiten.

Les prestations complètes mentionnées sur cette attestation, pour lesquelles le paiement s'effectue en 10e et qui ne représentent pas une année complète de services effectifs par année scolaire sont comptabilisées jour par jour. Le nombre global de jours de service ainsi accomplis et comportant des prestations complètes est multiplié par 1,2. Le total de cette opération arithmétique est ensuite divisé par 30. Le produit obtenu donne le nombre de mois à prendre en considération; on ne tient pas compte du reste.

Les prestations complètes mentionnées sur la même attestation qui prouvent que l'agent a été occupé pendant une année scolaire complète, valent pour un total de 300 jours et représentent une année de services à prendre en considération.

Les services qui peuvent ainsi être pris en considération qui ont été prestés à temps plein dans un degré égal ou supérieur à celui de l'enseignement secondaire supérieur, dans une fonction pour laquelle la possession d'un diplôme universitaire ou du diplôme d'architecte ou d'ingénieur industriel était requise, et à laquelle en régime organique une échelle de traitements était attachée dont le minimum et le maximum sont au moins égaux ou supérieurs au minimum et au maximum de l'échelle attachée au grade de secrétaire d'administration auprès d'un ministère, appartiennent au groupe de traitements B. Tous les autres services admissibles appartiennent au groupe de traitements A.

Les prestations considérées comme complètes par totalisation de charges partielles prestées d'une part dans le cycle supérieur de l'enseignement secondaire et d'autre part dans un cycle d'enseignement inférieur, appartiennent aussi dans leur totalité au groupe de traitements B, pour autant que, pour les prestations dans le cycle supérieur, les conditions fixées à l'alinéa 5 soient remplies.

Art. 14. La durée des services admissibles que compte l'agent ne peut jamais dépasser la durée réelle des périodes que couvrent ces services.

Art. 15. § 1er. L'importance des services admissibles, visés à l'article 10, est déterminée, mois par mois, par le grade dont l'agent était titulaire ou dans lequel, par un effet rétroactif formel de sa nomination à ce grade, il avait déjà pris rang pour l'avancement de traitement.

Pour l'application de l'alinéa 1er, n'est pas pris en considération le grade dont l'agent était provisoirement revêtu du chef de l'exercice d'une fonction supérieure.

§ 2. Lorsque le grade à considérer figure au présent arrêté, les services admissibles sont classés dans le groupe auquel appartient l'échelle ou les échelles de ce grade.

Toutefois, si le grade qui figure dans le présent arrêté diffère manifestement, malgré une dénomination identique, du grade à considérer, les services admissibles sont classés dans le groupe auquel appartiennent les échelles des grades existant à l'institut et qui sont de même importance que le grade à considérer.

Le ministre décide de cette assimilation avec l'accord du ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

§ 3. Lorsque le grade à considérer ne figure pas au présent arrêté, les services admissibles sont classés dans le groupe auquel appartiennent les échelles des grades de même importance qui existent à l'institut.

Le ministre décide de cette assimilation avec l'accord du ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

Art. 16. Pour la détermination de l'importance des services admissibles, tout changement de grade, qui se produit à une date autre que le premier du mois, est reporté au premier du mois suivant.

Art. 17. A dater de la nomination de l'agent définitif ou à l'essai à son grade de base et si l'échelle ou les échelles de ce grade appartiennent au groupe A, les services admissibles antérieurs qui, en vertu de l'article 15, §§ 2 et 3 appartiendraient au groupe B sont classés dans le groupe A en vue de la fixation de son traitement d'agent définitif ou à l'essai.

La grade de base de l'agent est le premier grade auquel il est nommé, définitivement ou à l'essai, à l'institut.

Toutefois, à dater du jour où l'agent est nommé définitivement ou à l'essai à un nouveau grade, selon un mode de nomination statutairement indépendant de sa qualité antérieure d'agent définitif ou à l'essai, ce nouveau grade constitue son grade de base pour l'application de l'alinéa 1er.

Art. 18. Pour l'agent titulaire d'une échelle relevant du groupe B, les services admissibles classés dans le groupe A forment des services inférieurs; ceux qui sont classés dans le groupe B forment des services équivalents.

De op dit attest vermelde volledige prestaties, waarvoor de betaling in 10den gebeurde, en die per schooljaar geen volledig jaar werkelijke diensten vertegenwoordigen, worden dag per dag samengesteld. Het totale aantal aldus gewerkte dagen met volledige prestaties wordt vermenigvuldigd met 1,2. Het totaal van deze rekenkundige bewerking wordt vervolgens gedeeld door 30. Het bekomen produkt geeft het aantal in aanmerking te nemen maanden; met de rest wordt geen rekening gehouden.

De op hetzelfde attest vermelde volledige prestaties, die bewijzen dat het personeelslid een volledig schooljaar heeft gewerkt, gelden voor een totaal van 300 dagen en leveren één jaar in aanmerking te nemen diensten op.

De diensten die aldus kunnen worden aangenomen en die voltijds zijn verricht op een niveau dat gelijk is aan of hoger is dan het hoger secundair onderwijs, in een ambt voor de uitoefening waarvan het bezit van een universitair diploma of van het diploma van architect of van industrieel ingenieur was vereist, en aan welke functie in de organieke regeling een weddeschaal was verbonden waarvan het minimum en het maximum minstens gelijk zijn aan of hoger zijn dan het minimum en het maximum van de schaal verbonden aan de graad van bestuurssecretaris bij een ministerie, behoren tot de weddegroep B. Alle andere aanneembare diensten behoren tot de weddegroep A.

De prestaties die volledig worden beschouwd door optelling van onvolledige opdrachten verricht eensdeels in de hogere cyclus, behoren als geheel genomen eveneens tot de weddegroep B, voor zover voor de prestaties in de hogere cyclus is voldaan aan de in het vijfde lid vermelde voorwaarden.

Art. 14. De duur van de in aanmerking komende diensten welke het personeelslid telt mag nooit de werkelijke duur van de door deze diensten gedekte tijdperken overschrijden.

Art. 15. § 1. De belangrijkheid der in artikel 10 bedoelde in aanmerking komende diensten hangt maand na maand af van de graad welke het personeelslid bekleedde of waarin het, door formele terugwerking van zijn benoeming in bedoelde graad, reeds rang ingenomen had met het oog op de bevordering tot een hogere wedde.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt geen rekening gehouden met de graad die het personeelslid voorlopig bekleedde wegens de uitoefening van een hogere functie.

§ 2. Wanneer de te beschouwen graad voorkomt in dit besluit, worden de in aanmerking te nemen diensten opgenomen in de groep waartoe de aan die graad verbonden schaal of schalen behoren.

Indien echter de graad die in dit besluit voorkomt, klaarblijkelijk van de te beschouwen graad verschilt, ondanks hun zelfde benaming, worden de in aanmerking te nemen diensten opgenomen in de groep waartoe de schalen voor de bij het instituut bestaande graden van dezelfde belangrijkheid als de te beschouwen graad behoren.

De minister beslist omtrent de gelijkstelling, met instemming van de minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort.

§ 3. Komt de te beschouwen graad niet voor in dit besluit, dan worden de in aanmerking te nemen diensten opgenomen in de groep waartoe de schalen voor de bij het instituut bestaande graden van dezelfde belangrijkheid behoren.

De minister beslist omtrent de gelijkstelling, met instemming van de minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort.

Art. 16. Voor de vaststelling van de belangrijkheid van de in aanmerking komende diensten wordt elke verandering van graad, die zich op een andere dag dan de eerste der maand voordoet, verschoven naar de eerste van de volgende maand.

Art. 17. Vanaf de dag waarop het vast of op proef zijnde personeelslid in zijn basisgraad is benoemd en indien de schaal of de schalen van deze graad tot groep A behoren, worden, voor de vaststelling van zijn wedde als vast of op proef benoemd personeelslid, de in aanmerking te nemen vroegere diensten die, bij toepassing van artikel 15, §§ 2 en 3, tot groep B mochten behoren, in groep A ingedeeld.

De basisgraad van het personeelslid is de eerste graad waartoe het in vast verband of op proef wordt benoemd bij het instituut.

Vanaf de dag echter waarop het personeelslid, volgens een benoemingswijze waarbij zijn vroegere hoedanigheid van vast of op proef benoemd personeelslid buiten beschouwing wordt gelaten, in vast verband of op proef tot een nieuwe graad wordt benoemd, is die nieuwe graad zijn basisgraad voor de toepassing van het eerste lid.

Art. 18. Ten aanzien van het personeelslid dat gerechtigd is op een schaal behorende tot de groep B, gelden de in groep A opgenomen in aanmerking komende diensten als lagere diensten; die welke in groep B zijn opgenomen gelden als gelijkwaardige diensten.

D. Du calcul de l'ancienneté et du traitement.

Art. 19. § 1er. Le titulaire d'une échelle relevant du groupe A bénéficie, à tout moment, du traitement correspondant à son ancienneté A, celle-ci étant formée du total de ses services admissibles, dans quelque groupe qu'ils soient classés.

§ 2. Le titulaire d'une échelle relevant du groupe B bénéficie, à tout moment, du traitement correspondant à son ancienneté B, celle-ci étant formée des deux tiers de ses services inférieurs et du total de ses services équivalents.

Pour le calcul des deux tiers des services inférieurs, toute fraction de mois résultant de la division est comptée pour un mois.

Art. 20. Pour la détermination du traitement, conformément aux dispositions de l'article 19, est seule retenue l'ancienneté utile, c'est-à-dire celle acquise au moment où l'agent compte le plus grand nombre d'années formant l'ancienneté A ou B.

Art. 21. § 1er. L'agent définitif qui a été promu n'obtient, à aucun moment, dans son nouveau grade, un traitement inférieur à celui dont il eût bénéficié dans son ancien grade.

§ 2. Lorsque l'échelle de son ancien grade relève du groupe A et l'échelle de son nouveau grade du groupe B, l'agent visé au § 1er obtient au moins, à tout moment, dans son nouveau grade, un traitement supérieur de F 38 143 à celui dont il eût bénéficié dans son ancien grade.

§ 3. L'application de la disposition du § 2 ne peut avoir pour effet de porter le traitement de l'agent au-delà du traitement maximum, soit de l'échelle de son nouveau grade, soit de l'échelle de son ancien grade s'il est plus élevé.

§ 4. L'agent définitif qui a changé de grade n'obtient, à aucun moment, dans son nouveau grade, un traitement inférieur à celui dont il bénéficiait dans son ancien grade au moment où il a changé de grade. Si le traitement fixé dans le nouveau grade est inférieur à celui dont l'agent bénéficiait, dans son ancien grade, le traitement le plus élevé lui est maintenu jusqu'à ce qu'il obtienne un traitement au moins égal.

§ 5. Les §§ 1er 3 4 sont également applicables aux agents nommés en application de l'article 74 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

§ 6. Le traitement de l'agent visé à l'article 96, dernier alinéa, de l'arrêté royal du 18 mars 1993 fixant le statut du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications ne peut, à aucun moment, être inférieur à celui dont il aurait bénéficié s'il avait été nommé, selon le cas, au grade de conseiller ou d'ingénieur-conseiller.

Art. 22. L'agent signalé par la mention « très bon » obtient à partir du premier du mois suivant la date d'attribution de cette mention et pour la durée de celle-ci, une échelle « spéciale ». Cette échelle correspond à l'échelle du grade de l'intéressé augmentée à chaque échelon du montant de :

1° F 18 304 pour les titulaires d'un emploi du niveau 3;

2° F 27 121 pour les titulaires d'un emploi du niveau 2.

L'agent signalé par la mention « insuffisant » est, à dater de la première augmentation de traitement qui suit la date d'attribution de cette mention, privé pendant six mois de l'effet d'une augmentation égale au montant de l'augmentation intercalaire dont il aurait bénéficié dans l'échelle dont il est titulaire au moment où il a obtenu le signalement « insuffisant ».

L'agent puni d'un retard dans l'avancement est privé, pendant la durée fixée par la punition, de l'effet de la première augmentation intercalaire à échoir dans l'échelle dont il est titulaire au moment où cette échéance se situe.

Section 3. — Du paiement du traitement

Art. 23. § 1er. Tous les agents sont payés mensuellement, à terme échu.

§ 2. Le traitement du mois est égal à 1/12e du traitement.

Lorsque l'agent définitif ou à l'essai, est, à une date autre que le premier du mois, nommé à un nouveau grade ne constituant pas un grade de base au sens de l'article 17, alinéa 2, le traitement du mois en cours n'est pas sujet à modification.

Lorsque l'agent, définitif ou à l'essai, décède ou est admis à la retraite, le traitement du mois en cours reste acquis.

D. Berekening van de anciënniteit en van de wedde.

Art. 19. § 1. De gerechtigde op een schaal behorende tot groep A geniet te allen tijde de wedde overeenstemmend met zijn anciënniteit A, die het totaal van zijn in aanmerking komende diensten uitmaakt, om het even in welke groep deze diensten opgenomen zijn.

§ 2. De gerechtigde op een schaal behorende tot groep B geniet te allen tijde een wedde overeenstemmend met zijn anciënniteit B, die de twee derden van zijn lagere diensten en het totaal van zijn gelijkwaardige diensten uitmaakt.

Voor de berekening van de twee derden van de lagere diensten wordt elk gedeelte van een maand, zoals begrepen is in de uitkomst van de deling; voor een volle maand gerekend.

Art. 20. Voor de vaststelling van de wedde overeenkomstig de bepalingen van artikel 19, wordt alleen rekening gehouden met de nuttige anciënniteit, dat wil zeggen deze verkregen op het tijdstip dat het personeelslid het grootste aantal jaren diensten telt dat de anciënniteit A of B uitmaakt.

Art. 21. § 1. Het vast personeelslid dat werd bevorderd heeft in zijn nieuwe graad nooit een lagere wedde dat het in zijn vorige graad zou hebben genoten.

§ 2. Wanneer de schaal van zijn vorige graad tot groep A en de schaal van zijn nieuwe graad tot groep B behoort, bekomt het in § 1 bedoeld personeelslid in zijn nieuwe graad altijd ten minste een wedde die F 38 143 hoger ligt dan die welke het in zijn vorige graad zou hebben genoten.

§ 3. De toepassing van de bepaling van § 2 mag niet tot gevolg hebben dat de wedde van het personeelslid hoger zou liggen dan de maximumwedde uit de schaal van zijn nieuwe graad of die uit de schaal van zijn vorige graad, indien deze hoger is.

§ 4. Het vast personeelslid dat een verandering van graad heeft gekregen, bekomt in zijn nieuwe graad nooit een lagere wedde dan die welke het, op het tijdstip dat het van graad veranderde, in zijn vroegere graad genoot. Is de wedde die in de nieuwe graad werd vastgesteld lager dan die welke het personeelslid in zijn vorige graad genoot, dan behoudt het de hoogste wedde tot wanneer het een wedde bekomt die ten minste daaraan gelijk is.

§ 5. De §§ 1 tot 4 zijn eveneens van toepassing op de personeelsleden, benoemd met toepassing van artikel 74 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

§ 6. De wedde van de ambtenaar bedoeld in artikel 96, laatste lid, van het koninklijk besluit van 18 maart 1993 vaststelling van het statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie kan, op geen enkel ogenblik, kleiner zijn dan deze die hij zou genoten hebben indien hij, volgens het geval, benoemd zou geweest zijn tot adviseur of ingenieur-adviseur.

Art. 22. Het personeelslid met de beoordeling « zeer goed » bekomt vanaf de eerste van de maand volgend op de datum waarop die vermelding wordt toegekend en voor de duur ervan een schaal zogenoeten « bijzondere schaal ». Die schaal stemt overeen met de schaal van de graad van de betrokkene op elke trap verhoogd met een bedrag van :

1° F 18 304 voor de titularissen van een ambt in niveau 3;

2° F 27 121 voor de titularissen van een ambt in niveau 2.

Het personeelslid dat met de vermelding « onvoldoende » gesignaleerd is verliest, vanaf de eerste weddeverhoging volgend op de dag waarop deze vermelding werd toegekend, gedurende zes maanden de uitwerking van een verhoging gelijk aan het bedrag van de tussentijdse verhoging die het zou hebben genoten in de schaal waarop het gerechtigd was wanneer de vermelding « onvoldoende » werd toegekend.

Het personeelslid dat gestraft wordt met uitstel in de bevordering verliest, voor de duur die in de straf bepaald is, de uitwerking van de eerstvolgende tussentijdse verhoging in de schaal die het geniet op het ogenblik waarop de verhoging zou worden toegepast.

Afdeling 3. — Uitbetaling van de wedde

Art. 23. § 1. Alle personeelsleden worden maandelijks, na vervallen termijn, betaald.

§ 2. De maandwedde is gelijk aan 1/12e van de wedde.

Wanneer een vast of op proef benoemd personeelslid op een andere datum dan de eerste van een maand wordt benoemd tot een nieuwe graad die geen basisgraad is in de zin als bedoeld in artikel 17, tweede lid, blijft de wedde voor de lopende maand ongewijzigd.

Bij het overlijden of op pensioen stellen van het vast of op proef benoemd personeelslid is de wedde voor de lopende maand niet terugvorderbaar.

Les dispositions des alinéas 1er, 2 et 3 sont également applicables à l'agent auquel un mandat a été attribué.

§ 3. Lorsque le traitement du mois n'est pas dû entièrement, il est fractionné en trentièmes, comme indiqué ci-après :

1° si le nombre réel des journées payables est égal ou inférieur à quinze, le nombre des trentièmes dus est égal au nombre réel des journées payables.

2° si le nombre réel des journées payables est supérieur à quinze, le nombre des trentièmes dus est égal à la différence entre trente et le nombre réel des journées non payables.

§ 4. Lorsque le mois comprend deux périodes qui différencient le montant du traitement :

1° le nombre des trentièmes dus pour la première période est fixé suivant le § 3;

2° le nombre total des trentièmes dus pour le mois est fixé suivant le § 3; il est égal à trente si le mois est entièrement payable;

3° le nombre des trentièmes dus pour la seconde période est égal à la différence entre le nombre total des trentièmes dus pour le mois et le nombre des trentièmes dus pour la première période.

Art. 24. § 1er. L'agent contractuel peut être payé sur la base d'une rétribution horaire dans le cas où le contrat prévoit des prestations incomplètes.

§ 2. La rétribution horaire est égale à 1/1976e du traitement.

Art. 25. Le traitement du mois est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux règles prescrites par la loi du 1er mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation de l'Etat de certaines dépenses du secteur public, modifiée par l'arrêté royal n° 178 du 30 décembre 1982. Le traitement est rattaché à l'indice-pivot 138,01.

La rétribution horaire prévue par l'article 24, § 2, varie dans la même mesure que le traitement du mois auquel elle se rapporte.

Section 4. — Du traitement en cas de congés pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales et d'absences pour motifs de convenance personnelle

Art. 26. Par dérogation à l'article 1er, alinéa 3, lorsque l'agent bénéficie du régime des congés pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales ou lorsqu'il effectue des prestations réduites justifiées par des motifs de convenance personnelle, la rétribution garantie est calculée au prorata des services effectifs.

Art. 27. Par dérogation à l'article 10, est admissible pour l'octroi des augmentations intercalaires la période durant laquelle l'agent effectue des prestations réduites justifiées par des motifs de convenance personnelle.

Art. 28. Par dérogation à l'article 23, § 2, alinéa 1er, et §§ 3 et 4, le traitement mensuel ou la fraction de ce traitement sont établis conformément aux modes de calcul précisés ci-après pour les prestations réduites du chef d'un congé justifié par des raisons sociales ou familiales :

1° si les prestations réduites correspondent à des journées entières, le traitement mensuel afférent à des prestations complètes est multiplié par la fraction qui correspond à la proportion de ces prestations;

2° si les prestations réduites correspondent à une réduction journalière des prestations journalières, le traitement mensuel afférent à des prestations complètes est multiplié par le reliquat des prestations journalières et divisé par le nombre 7,6.

Art. 29. Par dérogation à l'article 23, § 2, alinéa 1er, et §§ 3 et 4, la fraction du traitement mensuel dû pour prestations réduites du chef d'absences pour des motifs de convenance personnelle est fixée au prorata du traitement mensuel relatif à des prestations complètes.

Pour la durée de la période des prestations réduites, les augmentations intercalaires sont octroyées comme s'il s'agissait de prestations complètes; à l'expiration des prestations réduites, ces augmentations intercalaires restent acquises.

CHAPITRE III. — Régime transitoire

Art. 30. Sous réserve des dispositions applicables en cas de changement de groupe, les agents nommés à l'institut en application de l'article 74 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, conservent l'ancienneté barémique acquise dans leur administration d'origine.

De bepalingen van het eerste, tweede en derde lid zijn eveneens van toepassing op het personeelslid bekleed met een mandaat.

§ 3. Wanneer de maandwedde niet volledig verschuldigd is, wordt zij in dertigsten verdeeld, zoals hierna bepaald :

1° bedraagt het werkelijk aantal te betalen dagen vijftien of minder, dan is het aantal verschuldigde dertigsten gelijk aan het werkelijk aantal te betalen dagen;

2° bedraagt het werkelijk aantal te betalen dagen meer dan vijftien, dan is het aantal verschuldigde dertigsten gelijk aan het verschil tussen dertig en het werkelijk aantal niet te betalen dagen.

§ 4. Wanneer de maand uit twee perioden bestaat die verschillen naargelang van het bedrag van de wedde :

1° wordt het aantal voor de eerste periode verschuldigde dertigsten bepaald naar § 3;

2° wordt het totaal aantal voor de maand verschuldigde dertigsten bepaald naar § 3; dit aantal is gelijk aan dertig zo de maand volledig te betalen is;

3° is het aantal voor de tweede periode verschuldigde dertigsten gelijk aan het verschil tussen het totaal voor de maand verschuldigde dertigsten en het aantal voor de eerste periode verschuldigde dertigsten.

Art. 24. § 1. Het contractueel personeelslid kan betaald worden op basis van een uurloon in geval het contract in onvolledige prestaties voorziet.

§ 2. Het uurloon is gelijk aan 1/1976e van de wedde.

Art. 25. De maandwedde ondergaat de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen overeenkomstig de regelen voorgeschreven door de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer der consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 178 van 30 december 1982. Deze wedde wordt aan het spilindexcijfer 138,01 gekoppeld.

Het bij artikel 24, § 2, bedoelde uurloon schommelt in dezelfde mate als de maandwedde waarop het betrekking heeft.

Afdeling 4. — Wedde in geval van verlof voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen en in geval van afwezigheid wegens persoonlijke aangelegenheid

Art. 26. In afwijking van artikel 1, derde lid, wordt voor het geval dat het personeelslid het voordeel geniet van de verlofregeling voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen of voor het geval dat hij verminderde prestaties verricht wegens persoonlijke aangelegenheden, de gewaarborgde bezoldiging berekend naar rata van de werkelijke diensten.

Art. 27. In afwijking van artikel 10 komt de periode gedurende welke het personeelslid verminderde prestaties verricht wegens persoonlijke aangelegenheden, in aanmerking voor de toekenning van de tussentijdse verhogingen.

Art. 28. In afwijking van artikel 23, § 2, eerste lid, en §§ 3 en 4, wordt bij uit hoofde van verlof verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen, de maandwedde of het gedeelte van de maandwedde berekend naar rata van de werkelijke diensten en overeenkomstig de volgende berekeningswijzen :

1° indien de verminderde prestaties slaan op volledige dagen wordt de maandwedde voor volledige prestaties vermenigvuldigd met de breuk die de verhouding van de prestaties voorstelt;

2° indien de verminderde prestaties slaan op een dagelijkse vermindering van de dagprestaties wordt de maandwedde voor volledige prestaties vermenigvuldigd met de breuk die de overblijvende dagprestaties tot teller en 7,6 tot noemer heeft.

Art. 29. In afwijking van artikel 23, § 2, eerste lid, en §§ 3 en 4, wordt het gedeelte van de maandwedde verschuldigd voor de verminderde prestaties uit hoofde van afwezigheid wegens persoonlijke aangelegenheden, vastgesteld naar rata van de maandwedde voor volledige prestaties.

Voor de duur van de periode van de verminderde prestaties worden de tussentijdse verhogingen toegekend alsof het gaat om diensten met volledige prestaties; na het beëindigen van de verminderde prestaties blijven deze tussentijdse verhogingen verworven.

HOOFDSTUK III. — Overgangsregeling

Art. 30. Onder voorbehoud van de bepalingen die van toepassing zijn in geval van verandering van groep, behouden de personeelsleden die in het instituut benoemd zijn met toepassing van het artikel 74 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven de weddeschaalancienniteit die ze verworven hebben in het overheidsbestuur waaruit ze afkomstig zijn.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 31. Sont réglés par le ministre les cas où se présente une particularité propre à justifier que, dans l'esprit du présent statut pécuniaire, un tempérament soit apporté à l'application littérale des règles qu'il édicte. Il ne peut toutefois être dérogé aux articles 8 et 14.

Art. 32. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 33. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 mars 1993.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Communications et des Entreprises publiques,
G. COËME

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 31. De minister regelt de gevallen die een zodanig aspect vertonen dat naar de zin van deze bezoldigingsregeling een minder letterlijke toepassing van de daarin voorgeschreven regelen verantwoord is. Van de artikels 8 en 14 mag evenwel niet worden afgeweken.

Art. 32. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 33. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 maart 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,
G. COËME

Annexe — Bijlage

	<u>32/a</u>	<u>32/b</u>	<u>32/c</u>	<u>32/d</u>
	3 x 1/5 331 5 x 2/8 476 8 x 2/13 532	3 x 1/6 017 5 x 2/10 174 6 x 2/13 532	3 x 1/8 476 10 x 2/18 304 4 x 2/10 174	3 x 1/8 476 4 x 2/10 174 10 x 2/13 560
0	448 796	565 445	552 700	632 658
1	454 127	571 462	561 176	641 134
2	459 458	577 479	569 652	649 610
3	464 789	583 496	578 128	658 086
4	464 789	583 496	578 128	658 086
5	473 265	593 670	596 432	668 260
6	473 265	593 670	596 432	668 260
7	481 741	603 844	614 736	678 434
8	481 741	603 844	614 736	678 434
9	490 217	614 018	633 040	688 608
10	490 217	614 018	633 040	688 608
11	498 693	624 192	651 344	698 782
12	498 693	624 192	651 344	698 782
13	507 169	634 366	669 648	712 342
14	507 169	634 366	669 648	712 342
15	520 701	647 898	687 952	725 902
16	520 701	647 898	687 952	725 902
17	534 233	661 430	706 256	739 462
18	534 233	661 430	706 256	739 462
19	547 765	674 962	724 560	753 022
20	547 765	674 962	724 560	753 022
21	561 297	688 494	742 864	766 582
22	561 297	688 494	742 864	766 582
23	574 829	702 026	761 168	780 142
24	574 829	702 026	761 168	780 142
25	588 361	715 558	771 342	793 702
26	588 361		771 342	793 702
27	601 893		781 516	807 262
28	601 893		781 516	807 262
29	615 425		791 690	820 822
30			791 690	820 822
31			801 864	834 382

	<u>21/a</u>	<u>21/b</u>	<u>21/c</u>	<u>21/d</u>
	3 x 1/10 174 2 x 2/9 807 11 x 2/23 732	3 x 1/18 304 2 x 2/20 257 2 x 2/27 120 3 x 2/23 732 3 x 2/18 988 1 x 2/12 024 1 x 2/22 047	3 x 1/12 237 5 x 2/27 120 4 x 2/23 732 3 x 2/11 204 1 x 2/21 224	3 x 1/10 174 1 x 2/20 342 2 x 2/27 120 5 x 2/23 732 6 x 2/20 342
0	489 010	566 113	589 844	683 224
1	499 184	584 417	602 081	693 398
2	509 358	602 721	614 318	703 572
3	519 532	621 025	626 555	713 746
4	519 532	621 025	626 555	713 746
5	529 339	641 282	653 675	734 088
6	529 339	641 282	653 675	734 088
7	539 146	661 539	680 795	761 208
8	539 146	661 539	680 795	761 208
9	562 878	688 659	707 915	788 328
10	562 878	688 659	707 915	788 328
11	586 610	715 779	735 035	812 060
12	586 610	715 779	735 035	812 060
13	610 342	739 511	762 155	835 792
14	610 342	739 511	762 155	835 792
15	634 074	763 243	785 887	859 524
16	634 074	763 243	785 887	859 524
17	657 806	786 975	809 619	883 256
18	657 806	786 975	809 619	883 256
19	681 538	805 963	833 351	906 988
20	681 538	805 963	833 351	906 988
21	705 270	824 951	857 083	927 330
22	705 270	824 951	857 083	927 330
23	729 002	843 939	868 287	947 672
24	729 002	843 939	868 287	947 672
25	752 734	855 963	879 491	968 014
26	752 734	855 963	879 491	968 014
27	776 466	878 010	890 695	988 356
28	776 466	878 010	890 695	988 356
29	800 198		911 919	1 008 698
30				1 008 698
31				1 029 040

	<u>22/a</u>	<u>22/b</u>	<u>22/c</u>
	3 x 1/10 174 1 x 2/10 174 1 x 2/13 560 2 x 2/27 120 9 x 2/23 732	3 x 1/10 174 1 x 2/10 174 1 x 2/13 560 2 x 2/27 120 9 x 2/23 732	3 x 1/10 174 1 x 2/23 732 3 x 2/27 120 10 x 2/23 732
0	632 221	683 076	704 302
1	642 395	693 250	714 476
2	652 569	703 424	724 650
3	662 743	713 598	734 824
4	662 743	713 598	734 824
5	672 917	723 772	758 556
6	672 917	723 772	758 556
7	686 477	737 332	785 676
8	686 477	737 332	785 676
9	713 597	764 452	812 796
10	713 597	764 452	812 796
11	740 717	791 572	839 916
12	740 717	791 572	839 916
13	764 449	815 304	863 648
14	764 449	815 304	863 648
15	788 181	839 036	887 380
16	788 181	839 036	887 380
17	811 913	862 768	911 112
18	811 913	862 768	911 112
19	835 645	886 500	934 844
20	835 645	886 500	934 844
21	859 377	910 232	958 576
22	859 377	910 232	958 576
23	883 109	933 964	982 308
24	883 109	933 964	982 308
25	906 841	957 696	1 006 040
26	906 841	957 696	1 006 040
27	930 573	981 428	1 029 772
28	930 573	981 428	1 029 772
29	954 305	1 005 160	1 053 504
30			1 053 504
31			1 077 236

	<u>24/a</u> 3 x 1/13 560 10 x 2/20 342	<u>24/b</u> 3 x 1/12 238 9 x 2/27 120 4 x 2/10 998 1 x 2/21 021	<u>24/c</u> 3 x 1/12 238 9 x 2/27 120 4 x 2/10 998 1 x 2/21 021	<u>24/d</u> 3 x 1/10 174 1 x 2/20 342 7 x 2/27 120 6 x 2/20 342
0	647 060	755 967	803 430	843 134
1	660 620	768 205	815 668	853 308
2	674 180	780 443	827 906	863 482
3	687 740	792 681	840 144	873 656
4	687 740	792 681	840 144	873 656
5	708 082	819 801	867 264	893 998
6	708 082	819 801	867 264	893 998
7	728 424	846 921	894 384	921 118
8	728 424	846 921	894 384	921 118
9	748 766	874 041	921 504	948 238
10	748 766	874 041	921 504	948 238
11	769 108	901 161	948 624	975 358
12	769 108	901 161	948 624	975 358
13	789 450	928 281	975 744	1 002 478
14	789 450	928 281	975 744	1 002 478
15	809 792	955 401	1 002 864	1 029 598
16	809 792	955 401	1 002 864	1 029 598
17	830 134	982 521	1 029 984	1 056 718
18	830 134	982 521	1 029 984	1 056 718
19	850 476	1 009 641	1 057 104	1 083 838
20	850 476	1 009 641	1 057 104	1 083 838
21	870 818	1 036 761	1 084 224	1 104 180
22	870 818	1 036 761	1 084 224	1 104 180
23	891 160	1 047 759	1 095 222	1 124 522
24		1 047 759	1 095 222	1 124 522
25		1 058 757	1 106 220	1 144 864
26		1 058 757	1 106 220	1 144 864
27		1 069 755	1 117 218	1 165 206
28		1 069 755	1 117 218	1 165 206
29		1 080 753	1 128 216	1 185 548
30		1 080 753	1 128 216	1 185 548
31		1 101 774	1 149 237	1 205 890

	<u>10/a</u> 3 x 1/23 732 10 x 2/36 446	<u>10/b</u> 3 x 1/23 732 10 x 2/36 446	<u>11/a</u> 3 x 1/23 732 11 x 2/36 446	<u>12/a</u> 3 x 1/23 732 10 x 2/41 530
0	783 236	812 022	851 042	969 702
1	806 968	835 754	874 774	993 434
2	830 700	859 486	898 506	1 017 166
3	854 432	883 218	922 238	1 040 898
4	854 432	883 218	922 238	1 040 898
5	890 878	919 664	958 684	1 082 428
6	890 878	919 664	958 684	1 082 428
7	927 324	956 110	995 130	1 123 958
8	927 324	956 110	995 130	1 123 958
9	963 770	992 556	1 031 576	1 165 488
10	963 770	992 556	1 031 576	1 165 488
11	1 000 216	1 029 002	1 068 022	1 207 018
12	1 000 216	1 029 002	1 068 022	1 207 018
13	1 036 662	1 065 448	1 104 468	1 248 548
14	1 036 662	1 065 448	1 104 468	1 248 548
15	1 073 108	1 101 894	1 140 914	1 290 078
16	1 073 108	1 101 894	1 140 914	1 290 078
17	1 109 554	1 138 340	1 177 360	1 331 608
18	1 109 554	1 138 340	1 177 360	1 331 608
19	1 146 000	1 174 786	1 213 806	1 373 138
20	1 146 000	1 174 786	1 213 806	1 373 138
21	1 182 446	1 211 232	1 250 252	1 414 668
22	1 182 446	1 211 232	1 250 252	1 414 668
23	1 218 892	1 247 678	1 286 698	1 456 198
24	1 218 892	1 247 678	1 286 698	1 456 198
25			1 323 144	
26				
27				
28				
29				
30				
31				

	<u>12/b</u> 11 x 2/50 855	<u>12/c</u> 11 x 2/50 855	<u>12/d</u> 11 x 2/50 855	<u>12/f</u> 3 x 1/23 732 10 x 2/36 446
0	1 274 823	1 351 103	1 421 734	783 236
1	1 274 823	1 351 103	1 421 734	806 968
2	1 325 678	1 401 958	1 472 589	830 700
3	1 325 678	1 401 958	1 472 589	854 432
4	1 376 533	1 452 813	1 523 444	854 432
5	1 376 533	1 452 813	1 523 444	890 878
6	1 427 388	1 503 668	1 574 299	890 878
7	1 427 388	1 503 668	1 574 299	927 324
8	1 478 243	1 554 523	1 625 154	927 324
9	1 478 243	1 554 523	1 625 154	963 770
10	1 529 098	1 605 378	1 676 009	963 770
11	1 529 098	1 605 378	1 676 009	1 000 216
12	1 579 953	1 656 233	1 726 864	1 000 216
13	1 579 953	1 656 233	1 726 864	1 036 662
14	1 630 808	1 707 088	1 777 719	1 036 662
15	1 630 808	1 707 088	1 777 719	1 073 108
16	1 681 663	1 757 943	1 828 574	1 073 108
17	1 681 663	1 757 943	1 828 574	1 109 554
18	1 732 518	1 808 798	1 879 429	1 109 554
19	1 732 518	1 808 798	1 879 429	1 146 000
20	1 783 373	1 859 653	1 930 284	1 146 000
21	1 783 373	1 859 653	1 930 284	1 182 446
22	1 834 228	1 910 508	1 981 139	1 182 446
23				1 218 892
24				
25				
26				
27				
28				
29				
30				
31				

	<u>12/g</u> 11 x 2/50 855	<u>12/h</u> 11 x 2/50 855	<u>12/i</u> 11 x 2/50 855	<u>12/ x</u> 11 x 2/50 855
0	923 931	974 786	1 269 173	1 051 066
1	923 931	974 786	1 269 173	1 051 066
2	974 786	1 025 641	1 320 028	1 101 921
3	974 786	1 025 641	1 320 028	1 101 921
4	1 025 641	1 076 496	1 370 883	1 152 776
5	1 025 641	1 076 496	1 370 883	1 152 776
6	1 076 496	1 127 351	1 421 738	1 203 631
7	1 076 496	1 127 351	1 421 738	1 203 631
8	1 127 351	1 178 206	1 472 593	1 254 486
9	1 127 351	1 178 206	1 472 593	1 254 486
10	1 178 206	1 229 061	1 523 448	1 305 341
11	1 178 206	1 229 061	1 523 448	1 305 341
12	1 229 061	1 279 916	1 574 303	1 356 196
13	1 229 061	1 279 916	1 574 303	1 356 196
14	1 279 916	1 330 771	1 625 158	1 407 051
15	1 279 916	1 330 771	1 625 158	1 407 051
16	1 330 771	1 381 626	1 676 013	1 457 906
17	1 330 771	1 381 626	1 676 013	1 457 906
18	1 381 626	1 432 481	1 726 868	1 508 761
19	1 381 626	1 432 481	1 726 868	1 508 761
20	1 432 481	1 483 336	1 777 723	1 559 616
21	1 432 481	1 483 336	1 777 723	1 559 616
22	1 483 336	1 534 191	1 828 578	1 610 471
23				
24				
25				
26				
27				
28				
29				
30				
31				

	<u>13/a</u> 11 x 2/50 855	<u>14/ x</u> 14 x 2/50 855	<u>15/a</u> 11 x 2/50 855
0	1 051 066	1 190 066	1 472 587
1	1 051 066	1 190 066	1 472 587
2	1 101 921	1 240 921	1 523 442
3	1 101 921	1 240 921	1 523 442
4	1 152 776	1 291 776	1 574 297
5	1 152 776	1 291 776	1 574 297
6	1 203 631	1 342 631	1 625 152
7	1 203 631	1 342 631	1 625 152
8	1 254 486	1 393 486	1 676 007
9	1 254 486	1 393 486	1 676 007
10	1 305 341	1 444 341	1 726 862
11	1 305 341	1 444 341	1 726 862
12	1 356 196	1 495 196	1 777 717
13	1 356 196	1 495 196	1 777 717
14	1 407 051	1 546 051	1 828 572
15	1 407 051	1 546 051	1 828 572
16	1 457 906	1 596 906	1 879 427
17	1 457 906	1 596 906	1 879 427
18	1 508 761	1 647 761	1 930 282
19	1 508 761	1 647 761	1 930 282
20	1 559 616	1 698 616	1 981 137
21	1 559 616	1 698 616	1 981 137
22	1 610 471	1 749 471	2 031 992
23		1 749 471	
24		1 800 326	
25		1 800 326	
26		1 851 181	
27		1 851 181	
28		1 902 036	
29			
30			
31			

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 18 mars 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Communications et des Entreprises publiques,

G. COËME

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 18 maart 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,

G. COËME